

The image shows the handwritten phrase "Culture en force !" in black ink. A thick red line is drawn under the word "Culture" and extends across the page, crossing over the word "en". The exclamation point is at the end of the phrase.

APRÈS LA CONVENTION NATIONALE POUR L'ART, LA CULTURE ET L'ÉDUCATION POPULAIRE

« La culture n'est pas une catégorie comme une autre de l'action publique. C'est une condition de la politique, celle qui donne le sens de notre combat pour l'émancipation humaine, la démocratie citoyenne pour une société d'égalité, de liberté, du commun et du partage. Nous voulons le faire avec l'ensemble des composantes du monde artistique, culturel et associatif, politique, syndical et citoyen.

Dimension transversale des rapports sociaux, la culture comme le féminisme, l'antiracisme ou l'écologie, nécessite la mobilisation de tous pour résister et construire une alternative aux eaux glacées du calcul égoïste comme aux eaux glauques de la haine de l'autre. Marx puis Gramsci ont montré le caractère essentiel de cet enjeu : il n'y a pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle. »

C'est par ces mots que commençait le document remis à l'ensemble des participants à notre **Convention nationale pour l'art, la culture et l'éducation populaire** du mois de septembre dernier.

Les 28 et 29 septembre en effet, 230 communistes et sympathisant•e•s, professionnels de la culture, des arts ou de l'éducation populaire ou simples militants, ont travaillé pendant deux jours à cet état des lieux de la réflexion des communistes sur ces questions, lors de trois tables rondes « plénières » et de nombreux ateliers thématiques.

Il nous a paru utile de proposer aux congressistes ce premier compte-rendu de nos travaux, afin d'éclairer la réflexion de nos concitoyens sur ce qu'il faut bien appeler l'**urgence culturelle**, qui n'est pas moins prégnante que l'urgence sociale, l'urgence climatique, l'urgence féministe ou l'urgence antiraciste, que nous nous garderons bien de hiérarchiser.

La qualité des intervenants, la richesse de nos débats nous amènera à procéder à un travail d'analyse, de synthèse et de publication, dans les mois qui viennent, de nos travaux.

Mais sans plus attendre, en voici un premier aperçu.

Bonne lecture !

SOMMAIRE :

| | |
|-----------|---|
| Page 2 : | Intervention d'ouverture de Pierre Laurent (extraits) |
| Page 5 : | Plénière 1, LE RÉEL |
| Page 6 : | Plénière 2, LE SENS |
| Page 7 : | Plénière 3, LE POLITIQUE |
| Page 8 : | Les ateliers |
| Page 10 : | Conclusions d'Alain Hayot (extraits) |

Les textes intégraux de l'intervention de Pierre Laurent, les compte-rendus analytiques des tables-rondes plénières et des ateliers ainsi que des conclusions d'Alain Hayot seront disponibles ici : http://www.pcf.fr/commission_culture



Intervention d'ouverture de Pierre Laurent

(extraits)

« L'intelligence est à la croisée des chemins. Il lui faut choisir ! La guerre ou la paix, la servitude ou la liberté, la haine ou l'amour, le mensonge ou la vérité, la passivité ou l'action, la misère ou le bien-être créateur ? – Qu'elle décide ! »

Quelle formidable résonance actuelle dans ces mots tirés d'un discours désormais célèbre de Paul Vaillant-Couturier d'octobre 1936 et qu'il concluait en invitant, face au fascisme, à des "États généraux de l'intelligence française".

Notre époque n'est pas la même, mais ces mots résonnent pourtant fort. Qui peut dire en ce début de 21^e siècle que nous ne vivons pas, nous aussi, le temps des choix décisifs ?

Enjeux écologiques majeurs, inégalités accrues, marchandisation exacerbée de l'humain et du vivant, démocratie malmenée et même bafouée, populisme et xénophobie gagnant du terrain en Europe et dans le monde... La loi des forces de l'argent inflige des maux terribles à la planète et au monde.

Mais la grande différence, c'est que dans le même mouvement, les potentiels de développement sont immenses :

- nous savons qu'en y mettant les moyens financiers et humains, et avec un nouveau mode de développement, il serait possible d'enrayer les dégradations climatiques,
- nous savons que la révolution numérique pourrait être un formidable outil de développement une fois dégagée des tenailles des GAFAs,
- nous savons que le monde a les capacités de venir à bout des fléaux de la faim, des guerres ou des épidémies si les moyens financiers et les pouvoirs étaient retirés des 1 % les plus nantis,
- et nous savons aussi que les femmes, les hommes, les potentialités et les forces existent pour ouvrir une autre voie que celle de l'enfoncement de la France, de l'Europe et du monde dans la crise sans fin où nous conduit le capitalisme mondialisé : une voie de l'émancipation humaine.

Quand je dis cela, je ne pense pas à une transformation à l'ancienne, conditionnée essentiellement par la prise du pouvoir d'état. Je pense à un dépassement communiste du capitalisme dans le sens de l'émancipation humaine, avec pour boussole et moteur la volonté de construire une société fondée sur le plein épanouissement de l'humanité en chaque individu et entre tous les individus.

C'est donc bien pour ces raisons profondes et renouvelées que nous militons pour mettre en œuvre tout ce qui peut permettre aux femmes et aux hommes d'être – individuellement et collectivement – les actrices et acteurs du destin commun, pour qu'ils se réapproprient les conditions de leur travail et de leur vie jusqu'à la marche même de la société.

Cela suppose plus d'audace dans la pensée, une libération des imaginaires, de fortes capacités d'invention, de large partage d'information, de prises de délibérations très partagées pour des fonctionnements pleinement démocratiques. C'est à partir de ce point d'ancrage là que se mesure l'enjeu culturel dont on peut dire que, depuis ses origines, le Parti communiste l'a inscrit dans son projet et ses finalités, dans ses pratiques comme dans ses expériences.(...)

Nous affirmons qu'il n'y aura pas de "monde nouveau" sans intervention populaire consciente et créatrice et que, comme disait Marx : « *ce sont bien les peuples qui font l'histoire* ». (...) S'il est vrai que l'histoire du PCF a été marquée par bien des vicissitudes, des virages et des erreurs, elle s'est toujours conjuguée avec une place quasi-existentielle de la culture. (...) Et le titre de notre **Convention pour l'art, la culture et l'éducation populaire** dit notre ambition d'une réconciliation concrète de ces trois dimensions pour une réinvention du service public de la culture. (...) Il convient de relier intimement et concrètement le travail politique et d'action publique qui met à la portée de tous, non seulement l'œuvre, mais plus encore l'acte de création.

Cela veut dire que sont prioritaires et intimement liées à nos yeux :

- la couverture territoriale du service public de la culture que nous ne pouvons laisser massacrer par l'extinction du budget de la culture,
- la redéfinition des missions de service public pour renouveler les liens entre art et éducation populaire, pour mêler toutes les nouvelles pratiques, surtout à l'heure du numérique,
- la bataille désormais majeure pour que l'art retrouve sa place dans l'école.

Cette Convention vient à point nommé. Je tiens à dire clairement ici notre engagement face à l'austérité à tous les étages, aux attaques, aux démembrements, aux marchandisations que la "macronie" conduit, et notre engagement pour poursuivre et renouveler nos conquêtes culturelles.

- Celle qui a conduit les municipalités à direction communiste à développer la culture dans leurs villes dès les années 50, les dotant d'établissements dédiés, invitant des artistes, favorisant les pratiques pour tous. Ces villes sont encore, et malgré l'étranglement financier qu'elles subissent, des modèles de développement culturel.
- Celle qui va consister à créer cette année une Université permanente, qui sera un lieu innovant de rencontre et d'échange avec universitaires, chercheurs et en partage avec toutes et tous grâce aux moyens numériques actuels.
- Celle que le journal l'Humanité, sa lecture et sa Fête de l'Humanité qui, dans un immense rassemblement populaire, mêle politique et culture et qui fait la démonstration de la nécessité de la rencontre entre art et peuple.

- Celle de nos parlementaires au Sénat et à l'Assemblée qui bataillent pour un budget à la hauteur des nécessités.
- Celle de nos mobilisations pour défendre et promouvoir les métiers de la culture et ceux des artistes. (...)

Je pense qu'il faut prendre très au sérieux et soutenir les expériences nouvelles conduites par des artistes, au cœur de nos villes ou dans des zones rurales liant ruralité ou périurbain à la création, emportant ici les spectateurs-citoyens à bicyclette dans des décors naturels, se réappropriant d'un même mouvement leur propre paysage et leur sensibilité, partageant avec des commandes d'auteurs ou des projets circassiens, ou là créant des *battles* de philosophie entre villages, ou encore des épiceries culturelles itinérantes ou de quartier afin, but ultime, de n'oublier personne.

Je pense au monde de la musique, où la création est permanente, en dehors des sentiers encadrés par les industries culturelles.

Je pense à ces élus locaux mobilisés pour leur cinéma de quartier ou de village ; qui investissent pour des médiathèques de notre temps, qui font en sorte que le patrimoine soit le plus partagé et vivant possible et non restreint à une petite couche de la population.

Je pense à tous ces concours d'écriture, de photographie, dans des quartiers encadrés par des professionnels. Je pense même au poste de poète véritablement créé dans un département de France.

Je pense au monde associatif si vigoureux malgré la crise et la suppression de leurs emplois, mais sans lequel les pratiques artistiques encadrées par des professionnels seraient réduites à si peu de choses.

Ces acteurs répondent aux enjeux considérables du bien vivre ensemble en favorisant les réseaux d'échange et de savoirs, ou encore en construisant les passerelles avec les artistes.

Parlant des droits culturels, un colloque de responsables de services culturels recentre le débat avec le même état d'esprit que le mien :

« Il s'agit de passer d'une conception esthétique de la culture à une dimension anthropologique, et de reposer le lien entre art, société, culture et éducation. Les enjeux aujourd'hui ne concernent plus uniquement l'objet art, mais le mieux-vivre ensemble, l'accès à sa propre identité et le développement de ses potentialités. »

Cela nous rappelle le cri de Federico Garcia Lorca à la création de sa "Baracca" lors du Frente Popular : *« Il faut que la poésie sorte du livre pour aller dans la rue »*.

« Des savoirs, des droits et des pouvoirs » pourrait devenir une nouvelle devise tout comme **« le pain, la paix et la liberté »** de 36. Au fond, nous voulons révolutionner la culture et le rapport de chacun et tous à la culture pour cultiver la révolution.



Le réel

Table ronde 1 – Plénière – Vendredi 28/09/2018 – 15 heures

Comment définir, affronter et transformer le réel à l'aide de l'art, de la culture et de l'éducation populaire ? Vaste question qu'aucun des intervenant•e•s n'a esquivée en donnant le ton à la Convention.

D'emblée Robin Renucci a rappelé ce qui sépare et ce qui lie l'art et la culture : l'art c'est la chose, l'œuvre, la création, le lieu où s'exprime la symbolique de l'être humain qui lui permet de chercher l'invisible pour dépasser le réel et non pour s'y complaire, alors que la culture c'est le rapport à la chose, c'est ce qui conduit chacune et chacun à rencontrer l'art et /ou à l'exercer. L'art est au cœur de la culture mais tous les deux se posent la même question : art et culture pour quoi et pour qui dans un réel qui produit autant d'inégalités et d'injustices ? Si l'art et la culture sont la façon dont on se parle c'est aussi la façon dont la société et ceux qui la dirigent nous parle. Or le réel aujourd'hui c'est la manière dont on fabrique des êtres humains à travers des industries de programmes. Elles tentent de détricoter ce que nous construisons ensemble pour mieux nous enfermer dans un réel prétendument indépassable. Or l'art et la culture peuvent nous permettre de résister et de s'approprier les outils de notre propre émancipation et de la transformation du réel.

Pour cela les politiques publiques de la création et de la culture doivent combattre, avec les artistes, les aliénations à partir des lieux de la transmission, famille et territoire, école et éducation populaire, médias et réseaux sociaux en particulier en direction des jeunes. Elles doivent également agir sur une autre aliénation, le rapport au travail qu'il soit présent ou absent. Il faut le faire in situ, là où règnent des inégalités absolues, il faut le faire aussi à partir de lieux artistiques et culturels où peut s'organiser la rencontre pacifique entre les artistes et les populations. Dans tous les cas il s'agit de travailler à l'élévation de chacune et chacun au long de sa vie.

Face à la tentative de captation des imaginaires par le dieu du marché, Hortense Archambault et Marie-José Malis, en charge de lieux artistiques et culturels dans des villes populaires ont montré que l'art est une arme essentielle pour lutter contre ce réel et cet imaginaire que l'on essaie de nous vendre. Confrontés directement à des questions concrètes que sont celles de la vie des gens, ces lieux peuvent être l'endroit d'un combat commun, politique, artistique et éducatif. Lieux publics, lieux de liberté et d'émancipation parce qu'ils permettent de construire un en-commun. Non un en-commun décrété d'en haut par des élites auto-proclamées, mais un en-commun qui surgisse d'émotions et de pensées partagées, des lieux de cristallisation et d'action.

Pour ce faire il faut une ambition et une volonté politique. Or Valérie Renault responsable syndicale au ministère de la culture nous a alerté sur l'état de délabrement du ministère où quand on veut parler de création on nous répond que c'est du saupoudrage, d'archives, on parle de kilomètres linéaires, de musées on propose des transferts de compétence, d'archéologie on suggère marchés publics et de carrières des personnels on décide l'externalisation. Sans commentaires !

Tous les participants à cette table ronde se sont accordés à dire que l'émancipation, loin d'être un mot daté voire grossier, était en fait l'enjeu cardinal de notre combat commun. « Pour s'émanciper, dira Hortense Archambault, il ne faut pas avoir peur ; il faut de la confiance, des connaissances et se mettre en route ».

Le sens

Table ronde 2 – Plénière – Samedi 29/09/2018 – 10 heures

Comme le disait Jérôme Clément, il est peu d'espaces aujourd'hui où l'on peut parler culture. À plus forte raison aborder la question du sens, du « *pourquoi nous combattons* », que nous soyons militant•e•s politiques, artistes, acteurs culturels ou citoyens engagés dans les combats de tous les jours.

Lors des années 80, l'espoir ouvert par le retour de la gauche au pouvoir avait remis la question culturelle au centre des débats. Le parti communiste jouait un rôle-clé dans la vie culturelle du pays, aussi bien au plan théorique que dans la mise en pratique.

Aujourd'hui nous sommes sous le coup d'un double effondrement. Le lien entre la culture et la gauche a disparu ; et la gauche elle-même... Comme le dit encore Jérôme Clément : « Il n'y a plus de réflexion théorique. Il y a des réflexions anciennes, qui ont besoin d'être actualisées. Mais il n'y a plus de mise en pratique suffisante permettant d'avoir un guide pour l'action et servir de référence. »

Auparavant Leila Cukierman avait posé avec beaucoup de force la question de l' « universel » au sein d'une société, la nôtre, marquée au fer par les séquelles de son histoire. L'universel, à l'instar de l'histoire, est celui des dominants. Colonialisme et racisme ont produit une part d'humanité minorée, *racisée*, et ont affecté durablement les rapports sociaux. Il ne s'agit pas d'une question morale, mais d'une question structurelle. L'institution culturelle n'en est pas exempte. L'injonction faite aux artistes de s' « universaliser », de gommer leur histoire et leur singularité liées au colonialisme en témoigne. Comme le disait Édouard Glissant : « Les identités-relations ouvertes et fluides viennent percuter un universel exclusif. » Il s'agit alors de construire un nouvel universalisme, un « universel rebelle » comme le nomme François Jullien, à l'intersection des luttes contre toutes les dominations. Une nouvelle *mondialité*.

Jean-Louis Sagot-Duvaurox ne dit pas autre chose quand il nous invite à « construire du sens dans les éboulis des Temps Modernes ». Temps modernes que les historiens datent de la fin de la Renaissance, de la découverte des Amériques, et qui s'effondrent à la fin de la seconde guerre mondiale. Enchaînant sur ce qu'il nomme « quatre provocations » : le concept d'histoire universelle est une « fable raciste » ; l'appareil culturel d'état est une fabrique de la classe dominante ; la propriété intellectuelle, c'est le vol ; enfin mettre les fruits de l'esprit sur le marché rend con..., il nous invite à observer ce qui est à l'œuvre dans ces coins que plantent les artistes dans le système marchand, et qui sont le vrai moyen de rendre au travail artistique et culturel sa vraie nature et d'empêcher sa dénaturation.

Jérôme Clément, qui fut et demeure un « grand témoin » de ces trente dernières années, tant comme directeur du CNC que comme fondateur et principal dirigeant d'Arte pendant 20 ans, constate avec amertume la disparition de la volonté politique face au rouleau compresseur du libéralisme. Il faut réintroduire une volonté politique, refonder le service public de la culture et face à la mondialisation, réanimer l'échelon européen. À six mois des élections européennes, ce constat mérite d'être médité.

Denis Gravouil, comme syndicaliste, est très sensible à la proposition de Jean-Louis Sagot-Duvaurox de présenter la question de la diminution du temps de travail comme augmentation du temps de libre activité. C'est poser de manière offensive la question de la relation culture/travail. Il revient sur quelques exemples de l'histoire récente où la question du sens percute le sujet. Que dire des « bonnes paroles » macroniennes sur la francophonie quand « en même temps » son ministère tente de fermer son seul lieu de création artistique dédié, le TARMAC ? Quant à l'*exception culturelle*, concept « de combat » dans lequel nous sommes activement investis, il a donné lieu à beaucoup de contresens... Enfin la vision utilitariste de la culture nous amène sur les terrains mouvants du *soft power*, où le rayonnement culturel est ce qui permet de vendre plus facilement... « On a le Louvre d'Abou Dhabi, et derrière les chars et les avions qui vont bombarder le Yemen ! ».

Comme l'écrivit en son temps Mahmoud Darwich : « **Le politique dénué d'imaginaire est condamné à l'ordre du conjoncturel** ». Comment mieux conclure cette séquence sur le *sens* ?

Le politique

Table ronde 3 – Plénière – Samedi 29/09/2018 – 14 heures

Quelle refondation du service public de la culture ? Question posée...

Dans un premier temps, Roland Gori s'est interrogé sur le « moment Macron ». Nous avons affaire, dit-il, véritablement à une colonisation des esprits, des institutions, des différents services par une nouvelle hégémonie culturelle essentiellement marquée par l'économisme, le productivisme et la quête effrénée du dividende. Macron s'est défini comme jupitérien. C'est à dire qu'il affirme ne rendre des comptes qu'au peuple. Il est dans une pure verticalité. Ce qui est, d'un point de vue de culture politique, une incompréhension totale de ce qu'est la démocratie. Hors le propre de la démocratie est l'incomplétude. Il doit y avoir un vide qui permet l'expression démocratique du peuple. Macron veut occuper ce vide-là. En ce qui concerne les services publics, il y a une véritable corruption de ce que constitue l'état comme justement lieu régulateur des conflits des intérêts privés. La garde prétorienne qu'il a constituée autour de lui est faite de gens à son image, c'est-à-dire essentiellement de jeunes technocrates qui sont passés par les affaires, sont passés par le commerce, sont passés par l'industrie. C'est une question de volonté culturelle, de volonté politique. L'état est alors voué à se mettre au service d'une véritable religion du marché, d'une véritable théologie entrepreneuriale. L'entreprise devient la matrice d'intelligibilité culturelle, aussi bien des sujets collectifs que des sujets individuels. Il n'y a pas d'autre culture, il n'y a pas d'autre manière de penser le monde.

Autre problème : aujourd'hui il est possible, non plus de gouverner des sociétés ou de gouverner des peuples, mais de gérer de manière algorithmique des *populations*, et ce grâce ou à cause de la révolution numérique. Il ne s'agit pas encore une fois d'éliminer tout ce qui est progrès technique. Il s'agit de placer toutes ces découvertes dans un tissu culturel. C'est là où la culture a un rôle à jouer, parce que c'est ce qui fait lien entre les humains, c'est ce qui relie les humains. Faute de quoi s'il n'y a pas ce lien par la culture ou la politique, c'est l'émergence de croyances extrêmes. Finalement la culture constitue ce qui nous permet de dépasser la négativité du monde par la libération et le foisonnement de notre imagination.

Après le propos de Roland Gori, l'ensemble des participants, directrices ou directeurs d'institutions culturelles, syndicalistes à la direction du Ministère de la Culture, ont tous par l'exemple et le partage d'expériences montrés à quel point la notion même de service public dans le domaine culturel était mis en grand danger. Ces témoignages concourent tous à envisager une refonte de la politique culturelle qui permette d'imaginer un nouveau cadre pour une co-construction des politiques publiques entre l'état et les collectivités territoriales. Ce que tous s'accordent à préciser est l'obligation de rompre avec la logique de la marchandisation à outrance de la culture, qui devient de plus en plus une marchandise comme une autre. La mise en place du Pass-culture en étant un exemple criant.

Vite, il faut de nouveaux projets pour la culture, pour le service public de la culture !

Quatre propositions sont partagées par l'ensemble des participants :

- Organiser à nouveau des États généraux de la culture,
- Organiser des conférences territoriales,
- Proposer une loi d'orientation,
- Repenser aussi les lieux qui ont marqué l'histoire de la décentralisation et qui sont le fruit des politiques issues de l'après-guerre et du CNR, et qui sont aujourd'hui mis à mal de tous côtés.

Il ne s'agit pas d'avoir le regard tourné vers le passé, mais d'être bien dans le présent afin de penser des propositions offensives et imaginer une politique visionnaire.

Les ateliers de la Convention

Les ateliers ont été des moments de travail intense, destinés à approfondir plusieurs questions concrètes, le plus souvent transversales. Les huit sujets abordés sont tous d'une grande importance pour faire le point de nos questionnements, de nos points d'accord et de nos pistes pour avancer. De nombreux participants ont souhaité poursuivre ces ateliers au-delà de la Convention et en faire de véritables groupes de travail pérennes. Contact : jean-jacques.barey@free.fr – 06 81 30 66 45

Les compte-rendus des huit ateliers seront mis en ligne ici : http://www.pcf.fr/commission_culture

1. Artistes et auteurs : quels droits face au libéralisme et au numérique ?

Parmi les travailleurs du champ culturel, une forte proportion d'artistes et de techniciens, salariés du spectacle relèvent du régime de l'« intermittence ». Les auteurs en revanche ont une protection sociale relevant d'une logique beaucoup moins protectrice. D'où la nécessité d'une loi-cadre pour une protection sociale juste et équilibrée de l'ensemble des professions artistiques et culturelles, sans oublier la presse et les médias.

2. Histoire, langues et cultures de France

Le PCF a toujours soutenu la promotion des langues et cultures de France. Langues « régionales », mais aussi langues des pays d'origine des immigrés. Nos amis du réseau « Langues et cultures de France », très présents et actifs lors de l'atelier, ont proposé d'utiliser leur site comme lieu de débat, de réflexion et de propositions : www.langues-cultures-France.org

3. Éducation populaire, démocratie et émancipation

Cet atelier, très fréquenté, a recueilli une grande diversité de témoignages et de propositions, au carrefour de l'éducation, de la politique et de la culture. Il a exprimé très clairement sa volonté de pérennisation. Un atelier « lieu de pensées » pour mieux encore transformer nos pratiques, valoriser nos expériences, court-circuiter les « experts » et repenser la « médiation culturelle ».

4. Médias et audiovisuel

L'atelier a essentiellement abordé deux questions d'actualité majeures : la réforme de l'audiovisuel public, voulue par Macron et destinée, sous couvert d'économies à reprendre en main l'audiovisuel public. La réforme de la loi Bichet, qui assure depuis 1947 la diffusion pluraliste et coopérative de la presse écrite, que la crise de la presse et l'irruption du numérique remet gravement en cause.

5. Quelle(s) politique(s) culturelles européenne(s) ?

À la veille des élections européennes, veiller à ce que la question culturelle ne soit pas absente de notre campagne, comme ce fut trop souvent le cas dans le passé. Parmi les nombreuses questions abordées : Poursuivre le combat pour l'Exception culturelle. Encourager et financer les coopérations et échanges. Susciter un *Erasmus* des arts et de la culture. Rendre lisibles les diverses modalités d'intervention de l'Union...

6. Culture et territoires

La part des collectivités territoriales dans le financement public de la culture est aujourd'hui de 75 %, malgré le désengagement de l'état, considérablement aggravé par Macron. Il s'agit de repenser le service public de la culture sur la base d'une compétence partagée entre l'état et les collectivités. De nombreuses propositions ont été émises, pour la refondation d'un service public de la culture, national et décentralisé.

7. Art, sciences et culture

Comment promouvoir une culture globale et émancipatrice en laissant de côté la culture scientifique ? Arts et sciences constituent des parties différentes et complémentaires de notre patrimoine culturel. *Imaginaire* et *cohérence* comme concepts-clé, ont largement irrigué l'atelier, dont la richesse n'est pas résumable en si peu de lignes... L'éducation populaire est peut-être le lieu privilégié de cette prise en compte.

8. Rencontre avec le collectif « Décoloniser les arts »

Cette rencontre fait largement écho avec l'intervention de Leila Cukierman lors de la table-ronde sur le sens. Parmi les nombreuses thématiques abordées, le constat d'un racisme structurel et de son cortège de discriminations, dont les lieux culturels ne sont pas exempts, figure en bonne place. Là aussi la place manquera. Le collectif DLA vient de sortir un ouvrage intitulé « Décolonisons les arts » - Éditions de l'Arche.

Conclusions d'Alain Hayot

(extraits)

Notre convention est un succès partagé avec les 230 personnes qui ont participé à tout ou partie des 3 tables rondes et des 8 ateliers qui l'ont séquencé.

L'ambition de cette convention n'est pas d'être un aboutissement mais un point de départ. Il s'agit de répondre à un enjeu politique majeur : comment parvenir à faire de notre peuple, dans des conditions de lucidité et d'invention d'un imaginaire politique renouvelé, un acteur de sa propre histoire dans un moment où nous faisons face l'affaiblissement des utopies progressistes ainsi qu'à la perte de repères évoqués par certains des participants.

Nous assistons au triomphe d'un capitalisme ultralibéral, mondialisé, financiarisé mais aussi à l'émergence de sa forme la plus violente qui s'exprime par la réémergence des courants nationalistes, néo-fascistes, populistes. C'est d'une certaine façon une nouvelle manière d'asservir les peuples, asservissement que l'on essaie de rendre volontaire en s'appuyant sur les illusions que Roland Gori décrit dans son dernier ouvrage.

C'est pour nous une question fondamentalement politique, nous inscrivant dans la lignée de Marx ou de Gramsci, qui affirment sous des formes diverses qu'« *il n'y a pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle* ». Mais entre l'affirmer et le mettre en œuvre il est nécessaire de poser un regard précis sur le contexte où nous inscrivons notre action.

Fins de cycles ?

Nous sommes fiers de notre histoire. L'histoire communiste vis-à-vis de l'art et la culture mais aussi l'histoire de la décentralisation culturelle que notre pays a construite et auxquels les communistes ont beaucoup contribué. Mais il faut bien voir que nous sommes, dans les deux cas de figure, au regard de notre propre histoire dans ce domaine-là comme au regard de l'histoire de la décentralisation culturelle de la France, devant des fins de cycle historiques dont nous devons analyser les raisons. Nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux rapports de forces géopolitiques, à la généralisation du capitalisme financiarisé et mondialisé, à l'émergence de nouvelles formes de populisme et néofascisme, à des transformations sociologiques, écologiques et anthropologiques profondes des sociétés humaines, une révolution numérique qu'il nous faut transformer en vecteur d'émancipation alors qu'aujourd'hui c'est un vecteur d'aliénation. (...)

Pour revenir à l'enjeu culturel nous avons eu un grand débat, par exemple, à propos de « l'accès à la culture pour tous ». Je ne suis pas de ceux qui disent qu'il ne faut plus parler d'accès. Mais je pense que si on n'intègre pas aujourd'hui l'accès à la culture dans les formes nouvelles d'appropriation sociale par les individus et les groupes eux-mêmes, les habitants des cités, les enfants des écoles, les salariés dans les entreprises telles qu'ils les vivent et les inventent on risque de prêcher dans le vide ! (...)

Notre peuple n'est pas privé de culture et de capacité de création, il est privé de parole et ne demande qu'à s'exprimer.

Fin de cycle historique aussi pour la décentralisation culturelle telle qu'elle a été menée. C'est un grand moment de notre histoire. Son ombre portée est encore là pour une grande

part. Mais c'est aussi un cycle de l'histoire qui se termine. Et si nous ne parvenons pas à porter un projet de refondation – Robin Renucci parle d' « affirmation » – si nous ne parvenons pas à être porteurs d'autre chose, les solutions libérales vont l'emporter, parce qu'il n'y aura pas d'alternative. (...)

Il y a donc devant nous un travail gigantesque. C'est pourquoi je me félicite que la question de revenir à la fracture qui s'est opérée entre la création et l'éducation populaire ait été au cœur de cette Convention.

Le « macronisme culturel »

C'est le bras armé du néo-libéralisme et de la marchandisation. Mais, est-ce qu'on le voit ? Il y a un certain nombre de mesures, à première vue disparates mais si on les met les unes à côté des autres vous y voyez la cohérence et le sens.

Le démantèlement des politiques publiques, du Ministère lui-même : il y a six directions au Ministère de la culture. Il y en a cinq qui n'ont plus de directeur. Si on voulait délégitimer le Ministère de la culture, on ne s'y prendrait pas autrement ! La multiplication des missions – le patrimoine à Bern, le livre à Orsenna... – renforce l'idée qu'il existe une volonté politique d'en finir avec le ministère sous sa forme actuelle.

S'ajoute à cela la fin des emplois aidés. La une de l'Huma de la semaine dernière nous apprend que 25 000 associations se sont dissoutes ! Et il y en a un grand nombre qui appartiennent au champ culturel : 1 400 associations et 6 000 emplois supprimés ! (...)

Le Pass-culture : à coup d'algorithmes, les industries culturelles vont travailler sur l'offre faite aux jeunes, avec un objectif de rentabilisation des « produits culturels », mais aussi de formater des générations d'enfants, et là nous sommes dans l'imaginaire et le symbolique au sein d'une consommation individualisée. On va leur donner 500 euros pour qu'ils choisissent dans une offre de produits définie par les marchands eux-mêmes. Comme si l'individu était un sujet libre face à une gamme de marchandises exposées dans un super-marché !

Les résidences d'artistes sont désormais centralisées nationalement à l'Élysée dans une logique qui obéira, comme la francophonie ou la muséographie, à une géopolitique impériale pilotée directement par l'Élysée. Le Louvre à Abu Dhabi en est un exemple. Le Centre national de la Musique va être mis au service des industries musicales, essentiellement des grands labels et de la diffusion numérique.

Le programme « Culture près de chez vous » procède du déni de l'existence d'un tissu de création, d'action culturelle et d'éducation populaire dans tous les territoires. (...)

La situation des plasticiens et des écrivains relève d'une grande précarité.

Enfin l'audiovisuel public est dans le collimateur de Bercy et va connaître un sort équivalent à celui du Ministère. C'est une grande bataille qui nous attend surtout quand on a aimé le très beau documentaire de Françoise Davisse, « *Histoires d'une nation* ». Elle rappelle des vérités occultées et nous permet d'illustrer parfaitement les propos tenus lors de la rencontre avec le collectif Décoloniser les arts. C'est extraordinaire : on est gentil avec les colonisés quand on a besoin d'eux pour qu'ils aillent se faire tuer. Et puis après c'est racisme et discriminations !

Alors, quelle reconquête ?

Nous ne sommes pas dans la résistance, nous sommes dans l'affirmation d'une volonté de mener la contre-offensive. Nous avons connu des époques où les artistes, les intellectuels, au côté de la gauche, au côté des communistes, au côté de tous ceux qui se battent, auraient, j'allais presque dire « pris les armes », devant ce que l'on entend. Nous y sommes à nouveau. En effet comment peut-on supporter le discours de Zemmour ?

Je pense que le fantasme identitaire, raciste et guerrier que véhicule Zemmour est à prendre très au sérieux. Il faut se battre sur cette question. Campion et la haine homophobe, qu'est-ce qu'on dit ? Les violences faites aux femmes ? Soit dit en passant, le milieu culturel, soyons honnêtes, c'est un milieu profondément blanc et masculin. Il y a là une bataille à mener sur l'égalité femmes/hommes.

Et puis il y a le populisme rampant dans des collectivités de droite et d'extrême-droite et parfois pas seulement. C'est aussi une question sur laquelle on ne peut transiger. Il nous faut être plus vigilant et plus combatifs contre le populisme culturel.

Enfin la bataille que nous menons pour la refondation du service public est une bataille qui doit associer tout•e•s celles et ceux qui, dans l'économie sociale et solidaire, l'économie indépendante se battent pied-à-pied contre la domination des grandes industries culturelles. Je suis convaincu que refonder le service public, c'est refonder des politiques publiques qui sont aussi des politiques de soutien à ce secteur économique privé.

Quelles propositions concrètes pour refonder le service public ?

Il faut travailler sur une contre-offensive idéologique, mais il faut aussi travailler sur des propositions concrètes pour une refondation du service public.

Il y a un relatif consensus sur l'idée qu'il ne faut pas adapter, mais qu'il faut refonder. Pas de défense d'un statu quo en crise. Mais en même temps on voit bien qu'il y a des débats sur le type de refondation. Et je pense que dans nos propositions, dans le fil conducteur qu'on a pu donner à la Convention, on a mis en avant trois types de refondations :

- le chantier de la **création**,
- le chantier de la **démocratie culturelle** et donc de l'**éducation populaire**,
- et celui de la **mondialité culturelle**.

Sur ces trois chantiers une remise à plat est indispensable et il faut avoir le courage de la faire. Dire par exemple que les Etablissement publics sont pollués par les critères libéraux, il faut qu'on le dise, et qu'on se batte pour que ce ne soit plus le cas. Dire que les salariés doivent avoir des pouvoirs nouveaux dans les établissements culturels nationaux ou régionaux, scènes conventionnées, etc., ça me paraît de l'ordre de l'évidence. Je pense qu'il faut que nous appelions à la nécessaire redéfinition de ces missions autour de l'exigence de création, autour de la démocratie culturelle, autour de la mondialité. (...)

On a beaucoup parlé du théâtre, mais dans une région, une ville, un territoire, il y a aussi des plasticiens, des écrivains, des libraires, des éditeurs, des cinémas publics et privés ou associatifs, des galeries, des FRACS, des musées... Reconstruire le service public en mettant tout ce monde en réseau, les faire réfléchir sur des projets qui soient des projets communs, qui associent, et mutualisent les moyens, affirmant ainsi une exigence publique

en matière d'art et de culture. Tout cela bien évidemment doit s'accompagner de propositions très fortes sur les droits sociaux des artistes et des acteurs culturels. (...)

Les axes forts de la refondation du service public

Il y a deux cœurs à la refondation.

- Le premier, c'est le partenariat entre l'état et les collectivités territoriales. Je pense qu'il ne peut pas y avoir de refondation du service public sans une loi qui dise très clairement que l'art, la culture et l'éducation populaire dans ce pays constituent une compétence partagée entre l'état et les collectivités territoriales. Et qu'on dise clairement quelles sont les responsabilités de l'état, garant des orientations, de leur mise en œuvre, de l'égalité des territoires, et du respect des règles communes. À cette fin il faut inventer un nouveau Ministère d'État intégrant l'art, la culture et l'éducation populaire et doté d'une mission transversale à toutes les dimensions de l'action publique.

Les collectivités territoriales financent aujourd'hui pour l'essentiel le mouvement artistique et culturel. Je fais une petite parenthèse : le budget affiché est d'une malhonnêteté, d'une insincérité absolument terrible. On parle de 10 milliards... Mais on y intègre l'audiovisuel public, on y intègre l'argent du CNC, qui vient de la profession, c'est juste malhonnête. Le budget, stricto sensu du Ministère, c'est 3,6 milliards. Le budget des collectivités territoriales consacré à l'art, à la culture et à la vie associative, c'est plus de 7,5 milliards. En premier il y a les communes, en second les départements, et en troisième les régions. On a beaucoup à réfléchir de ce point de vue-là et envisager très sérieusement comment inscrire cette compétence partagée dans la loi.

- Le second axe de la refondation c'est la démocratie : il faut exiger qu'il y ait des « Etats généraux » permanents pour l'art, la culture et l'éducation populaire au plan national, et que ces États généraux se déclinent de manière décentralisée par des conférences régionales permanentes dans les territoires.

Dernière chose, la question du budget. Je l'aborde délibérément en dernier, parce que je trouve que trop souvent la bataille du budget a servi de paravent à l'absence de projet culturel. D'abord parlons politique, ayons une ambition politique. Il y a un modèle en fin de cycle, mais je ne propose pas de remplacer le modèle par un contre-modèle. Je pense qu'il faut en finir avec la « théorie » des modèles, et qu'il faut au contraire ouvrir les chantiers, cerner les enjeux sur lesquels il n'y a pas consensus, avoir le débat et avancer ensemble. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on soit naïf et que la question du budget ne nous intéresse pas. Aujourd'hui elle découle de ça : il faut d'abord définir une ambition politique, et en fonction de celle-ci définir un cadre budgétaire autre que les actuelles miettes, des moyens à la hauteur de la priorité que le pays accordera à cet enjeu majeur.

Pour clore mon propos, un clin d'œil à Jack Ralite qui aimait bien, comme chacun sait, les citations : nous avons une passion commune pour René Char, voici donc un extrait de « Fureur et Mystère » :

« Celui qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égard ni patience ».

Jack le disait d'ailleurs très souvent : beaucoup de choses qui nous entourent ne méritent ni égards ni patience.

•